

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, dans son préambule, le très honorable représentant pose une question qu'un autre député a déjà posée il y a quelques jours, et à laquelle on a répondu. Bien sûr, je crois que le très honorable représentant fabule complètement dans ses deux questions. Il va de soi que les programmes économiques du gouvernement ont une influence sur l'économie canadienne. Même aux yeux du chef de l'opposition, cela devrait être évident. Ainsi, les transports et le commerce ont une incidence sur l'économie. Par contre, il y a quelques jours, le député a dit que les programmes du gouvernement étaient la cause du marasme économique et j'ai dit que ce n'était pas vrai. Nous sommes victimes d'une récession mondiale qui découle des taux d'intérêt catastrophiques pratiqués aux États-Unis, comme l'a si bien dit un membre du cabinet américain il y a deux jours à peine. Tous ces facteurs ont des répercussions sur l'économie canadienne; c'est ce que j'essaie de faire comprendre au chef de l'opposition pour lui permettre de mieux saisir ce qui se passe dans notre pays.

• (1420)

Madame le Président: Le député de Saint-Jean-Est.

M. McGrath: Madame le Président, il ne nous reste plus qu'à espérer pour le pays que le ministre des Finances retrouve les deux pages capitales qui manquaient dans le discours qu'il a prononcé hier.

* * *

LE LOGEMENT**LA SITUATION DES PROPRIÉTAIRES DE MAISON MENACÉS DE SAISIE**

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, le ministre des Finances est-il prêt à assumer la responsabilité qui lui incombe ainsi qu'à son gouvernement de mettre à l'abri ceux qui sont le moins en mesure de se protéger contre la politique monétaire désastreuse du gouvernement? Par exemple, le ministre sait que la construction domiciliaire aux États-Unis a, selon les chiffres publiés ce matin, enregistré une hausse de près de 23 p. 100 par rapport aux chiffres d'avril, alors qu'elle a accusé une baisse de 51 p. 100 au Canada. Étant donné que la politique de logement du ministre ne vise pas à protéger les Canadiens qui sont le moins en mesure de se protéger eux-mêmes, le ministre est-il prêt à assumer ses responsabilités ou à faire preuve de leadership...

Une voix: La question.

M. McGrath: Je suppose que l'honorable représentant qui m'interrompt a pu placer son mot hier en caucus et me laissera terminer.

Le ministre pourrait-il faire preuve de leadership en protégeant ces Canadiens innocents dont plus de 40,000 risquent de perdre leur hypothèque?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, l'honorable député sait parfaitement bien ce nous avons, en tant que gouvernement, déjà pris des mesures pour stimuler la construction domiciliaire. Dans le dernier budget, nous avons prévu la

somme de 350 millions à ce chapitre et nous avons offert une aide aux détenteurs d'hypothèques aux termes d'un projet de loi que les députés de l'opposition ont fait traîner à la Chambre des communes.

LES DEMANDES D'AIDE HYPOTHÉCAIRE

M. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, je trouve bizarre qu'on n'ait pas informé le ministre de ce qu'il est advenu exactement de la politique de logement du gouvernement. Si on l'avait fait, il saurait, par exemple, que 1,300 Canadiens seulement ont pris la peine de présenter une demande en vertu du plan de renouvellement hypothécaire, que seulement 97 autres ont décidé de demander une subvention unique de \$300 et que seulement 800 demandes ont été reçues en vertu du plan de report des intérêts hypothécaires. Même le ministre responsable du logement n'arrive pas à comprendre pourquoi les Canadiens ne se sont pas montrés plus enthousiastes. Il aurait dit, selon le *Globe and Mail*: «Peut-être les gens ont-ils mal compris ou ne sont-ils pas au courant». Madame le Président, c'est le gouvernement qui a mal compris et qui est tout à fait ignorant de ce qu'il fait endurer au Canadien moyen.

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): L'honorable député a donné à la Chambre une mauvaise interprétation des faits. Chaque famille a droit à une subvention de \$3,000 et non pas de \$300. Lorsque des données aussi inexactes parviennent au public, madame le Président, il n'est pas surprenant qu'il n'ait pas recours au programme.

* * *

LE DÉSARMEMENT**LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES—LE DISCOURS QUE PRONONCERA LE PREMIER MINISTRE**

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Sur le plan international, l'heure est aux initiatives vigoureuses et réalistes en faveur du désarmement. Mardi de cette semaine, les délégués à la session spéciale des Nations Unies sur le désarmement ont accueilli avec enthousiasme l'engagement que l'Union soviétique a pris unilatéralement de ne pas employer la première des armes nucléaires. Par ailleurs, un mouvement à l'échelle mondiale réclame le gel des armes nucléaires qui serait suivi de la réduction des armements. Le premier ministre prend demain la parole à la session spéciale de l'ONU. Comme sa stratégie de l'étouffement n'a pas encore été acceptée par les superpuissances, s'engagera-t-il demain, au nom de son gouvernement, à prendre de nouvelles initiatives comme celle de renoncer à être les premiers à employer les armes nucléaires?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je remercie le député d'attirer l'attention sur le fait que je vais exposer la politique gouvernementale demain aux Nations Unies, où je traiterai de la question du non-recours, en premier, aux armes nucléaires. J'espère que le député sera à l'écoute.